CIRCULATION AUTOMOBILE À L'EST D'ALGER

L'enfer sur le bitume

Régulièrement des automobilistes nous interpellent, au beau milieu d'immenses bouchons, pour se plaindre de l'enfer qu'ils subissent notamment sur la route nationale 5 (Alger-Constantine) le long du tronçon passant sur le territoire de la wilaya de Boumerdès. Pour les automobilistes partant ou venant de l'est du pays, particulièrement à hauteur des gorges de Lakhdaria, c'est l'enfer.

Ce lundi, un citoyen nous a joint par téléphone au début de l'après-midi pour crier sa colère : «Ce n'est pas normal ! La route est complètement bouchée ! Par cette chaleur étouffante des femmes et des enfants sont comme prisonniers dans les véhicules ! C'est l'enfer ! J'ai mis un temps fou pour traverser les quelques kilomètres des gorges de Palestro. Il n'y avait aucun accident qui puisse fermer la circulation. C'est tout simplement le barrage de Ammal qui ralentit la circulation ! Après avoir franchi ce barrage je constate qu'une file s'est constituée dans le sens inverse sur plusieurs kilomètres jusqu'à Aït Amrane. Certains automobilistes qui veulent avancer de quelques centaines de mètres circulent en contresens d'une voie express qui se termine à Ammal. Ils mettent impunément la vie d'autres automobilistes en danger ! C'est l'anarchie !» Effectivement, il est extrêmement pénible de circuler dans la wilaya de Boumerdès lorsque l'on roule sur la vieille RN5 quel que soit le sens : c'est-à-dire pour y entrer ou pour sortir de la région algéroise par cette route. En ces jours d'abstinence et de grande chaleur, poireauter pendant des heures dans son véhicule transformé en four est peu réjouissant et pousse à la révolte.

Faut-il rappeler que pour un automobiliste qui entame son trajet à partir de la limite Est de la wilaya de l'ex-Rocher-Noir pour aller directement jusqu'au square Port Saïd, il doit nécessairement passer par cinq barrages fixes de la Gendarmerie nationale (limite Est de Boumerdès, Ammal, Aït Amrane, Thénia, Boudouaou, Réghaïa) et deux barrages policiers permanents aussi (les Bananiers et la Sablette). Tous ces points de contrôle ralentissent grandement la fluidité de la circulation. Mais les barrages de Ammal, Boudouaou, Réghaïa et des Bananiers sont, pour les conducteurs, des points noirs.

Photo : Samir Sid

Les barrages bloquent la circulation pendant des heures.

Impératif sécuritaire, mais...

On imagine aisément la réplique d'un officier répondant aux protestations des citoyens : «La mise en place de ces barrages est imposée par la conjoncture sécuritaire que vit le centre du pays en général et la Kabylie en particulier. Ces points de contrôle sont installés dans des points sensibles pour avoir le caractère préventif et dissuasif.» Personne ne disconvient sur la nécessité de ces barrages et aucun automobiliste n'est contre ce dispositif de contrôle autour des grandes agglomérations et sur les grands axes routiers.

Ce sont assurément des obstacles dressés pour empêcher les terroristes de circuler librement et surtout de faire acheminer les véhicules piégés vers les villes. A titre d'exemple : le barrage de Ammal qui cause le plus de tracas aux voyageurs par route est installé à quelques centaines de mètres en aval de la fameuse forêt de Djerrah, devenue base logistique des terroristes d'Aqmi.

D'ailleurs, l'unité de gendarmerie qui veille sur ce barrage avait fait l'objet, il y a un peu plus d'une année, d'une attaque menée par un kamikaze, conduisant une camionnette bourrée d'explosifs. Onze gendarmes y périrent alors que d'autres agents de l'ordre et des civils ont été également blessés. Mais le barrage n'a jamais cessé de fonctionner.

Les responsables estiment, peut-être, que ce point de contrôle installé à l'entrée ouest des gorges, sur une voie de communication d'une importance extrême, est essentiel. Oui, mais vigilance ne rime pas avec blocage. Pourrait-on entendre de la part de quelqu'un qui fait ce trajet. Oublie-t-on que le passage par les gorges de Lakhdaria est l'un des plus importants du pays ? Ne relie-t-on pas la capitale avec une grande partie de la Kabylie, tout l'est et le sud-est du pays ?

Les citoyens considèrent que les routes ne sont plus sécurisées et préfèrent circuler en plein jour, c'est-à-dire tous en même temps. Il est certain que les services de sécurité ont une marge de manœuvre pour améliorer ce dispositif, le rendre plus fluide et moins stressant.

La promesse faite le 5 juillet 2010 aux automobilistes par le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, qu'ils auraient possibilité d'effectuer le trajet Alger-Lakhdaria en 7 minutes, en passant pas Bouzegza, est dépassée.

Les conducteurs doivent attendre encore longtemps avant d'appuyer sur le champignon en admirant le majestueux Bouzegza.

Abachi L.

ISSERS

Une bombe désamorcée

Les artificiers de la wilaya de Boumerdès ont désamorcé, hier en milieu de journée, une bombe artisanale qui a été déposée au bord de la RN12 (Thénia-Tizi-Ouzou).

L'engin explosif a été découvert sur le pont qui traverse oued Issers, à l'entrée ouest de la ville des Issers, pas loin de l'école supérieure de la Gendarmerie nationale.

A. L.

FIÈVRE TYPHOÏDE À ANNABA

La DSPS fait dans la rétention de l'information

Rien du côté de la Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière n'a changé en matière de communication sur le sujet d'actualité de santé publique qu'est la «fièvre typhoïde» dans la commune chef-lieu de wilaya d'Annaba.

Dans cette institution censée être au service des citoyens y compris en matière de circulation de l'information sur ce que la rumeur qualifie d'«épidémie de fièvre typhoïde à Annaba», tout est fermé en matière d'information sur ce grave problème. Pourtant, M. Mohamed Ghazi, wali d'Annaba avait à maintes reprises donné des instructions fermes aux membres de son exécutif de s'ouvrir à la communication avec la presse pour mieux informer les citoyens. Le premier responsable local a même donné des instructions à ses proches collaborateurs de ne pas communiquer avec les gens de la presse. C'est en tous les cas la réponse des praticiens et cadres administratifs de cette direction contactés au téléphone. Absente à ce niveau, la communication est pour le Pr Laouer chef de service infectieux de l'hôpital du Dr Dorban le meilleur moyen de contrecarrer la rumeur, d'apporter des précisions et de tranquilliser autant que faire se peut les habitants de la 4e ville d'Algérie et même leurs proches des autres régions du pays.

Contacté, ce praticien au long cours également spécialiste du Sida et fondateur de l'association «AnisS» de lutte contre cette grave pathologie a affirmé : «A ce jour, notre service a enregistré 37 cas de fièvre typhoïde confirmés ou suspectés comme tel. Après analyses, 17 de ces cas se sont avérés contaminés. Sur ce dernier nombre, quatre cas ont été enregistrés au niveau du service pédiatrique. Les 20 autres sont toujours gardés en observation dans l'attente des résultats d'analyses».

Ces chiffres officiellement donnés par un responsable médical contredisent ceux que la rumeur distille quotidiennement, allant jusqu'à parler de plusieurs dizaines de personnes de tout âge et des deux sexes qui auraient été contaminées par la fièvre typhoïde. Or, si le Pr Laouer, tout en précisant qu'il n'y a pas eu de nouveau cas ces dernières 48h, a démenti tout décès dû à cette pathologie dans son service, quant à la DSPS le silence est complet. Or, c'est à ce niveau qu'il a été annoncé le décès de deux personnes atteintes de fièvre typhoïde et dont l'état de santé s'est aggravé.

Ces deux personnes étaient sujettes à d'autres pathologies (anémie et insuffisance cardiaque), ce qui aurait aggravé leur état de santé.

A. Bouacha

SIDI BEL ABBÈS

Les actes de vandalisme sur le réseau électrique plongent des localités dans le noir

Les fréquents actes de vandalisme commis sur les portées de conducteurs cuivrés du réseau électrique de certaines localités de la wilaya de Sidi Bel Abbès pénalisent les habitants, notamment en cette période de canicule et en ce mois sacré de Ramadan avec des coupures intempestives du courant électrique.

Ces actes de vandalisme, dont le but est de récupérer le cuivre, portent atteinte aux ouvrages électriques et causent des perturbations de l'alimentation en énergie électrique souvent prolongées et pénalisantes pour les habitants.

Selon nos sources, des actes pareils sont fréquemment enregistrés au niveau du service de contrôle de la SDO (Société de distribution de l'électricité de l'Ouest) de Sidi Bel Abbès, et malgré les efforts des services de sécurité pour épingler les voleurs, ces derniers continuent à sévir sporadiquement. Ainsi, au cours de cette semaine, c'est la localité des Amaras, dans la daïra de Sidi Lahcen, qui a été privée d'électricité suite au vol de 6 portées de conducteurs cuivrés de 17,8 mm² chacune sur le réseau BT aérien issu du poste d'Ouled Blaha.

Photo : DR

Les auteurs des vols sont intéressés par le cuivre.

On sait que les auteurs de ces vols sont intéressés par le cuivre contenu dans le conducteur qui fait l'objet depuis quelques années d'un trafic juteux.

Il y a lieu de rappeler qu'il y a une dizaine de jours, la gendarmerie de Sidi Brahim, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, a interpellé dans cette localité un camion Hilux transportant près de 22 q de cuivre dissimulés dans une cargaison d'oignons en provenance de Mostaganem et se dirigeant vers Maghnia, où les hallaba font leur beurre. Deux personnes ont été arrêtées et écrouées.

A. M.

BOIS DES PINS FAIT DES ÉMULES

Les femmes se battent contre la construction d'une tour à Blida

L'avenue Kritli-Mokhtar à Blida, route principale qui donne accès à l'autoroute Blida-Alger, a été fermée, hier, à la circulation par des femmes à l'aide de pierres et de parpaings, et ce, pour dénoncer le projet de construction d'une tour de 10 étages dans leur impasse.

Mais avant cette fermeture, une bataille rangée a opposé les riveraines de cette impasse à des personnes inconnues, venues à bord de cinq voitures, nous dit-on, pour arracher des arbres et démolir un mur en vue de la construction de la tour.

Les habitantes de ce quartier se sont défendues contre la destruction de ce mur qui, pour elles, constitue la preuve que le terrain devant accentuer le projet se trouve dans une impasse. Et ce mur demeure la pierre d'achoppement avec le promoteur, nous fait-on savoir.

N'était l'intervention de la police qui a arrêté les inconnus, la situation aurait tourné au drame. Des femmes de ce quartier ont été interpellées pour être auditionnées.

Ces dernières, qui refusent qu'une tour de 10 étages soit construite dans leur impasse, ont usé de moyens juridiques pour arrêter le projet. Ainsi, elles ont obtenu gain de cause mais le promoteur, soutiennent-elles, n'en a pas fait cas et continue la construction.

A noter que sur ce terrain était bâtie une villa que le promoteur avait achetée pour réaliser son projet.

M. B.